

# L'abolition de la valeur locative démarre en fanfare, mais...

Les partisans des deux objets soumis en votation le 28 septembre auraient tort de se réjouir trop tôt. Certes, c'est un double oui qui ressort du premier sondage Tamedia.

Mais ses auteurs s'empres- sent de contrebalancer ce résultat par le poids des indé- cis. «Le contenu des projets reste en grande partie inconnu», précisent-ils.

À ce stade, l'abolition de la valeur locative recueille 65% de oui, contre 30% de non. Le projet est davantage soutenu dans le camp bourgeois qu'à gauche.

L'argument massue des parti- sans est le suivant: «La valeur lo- cative est une imposition injuste d'un revenu fictif qui n'existe même pas.» Il est cité par 78%.

Du côté des opposants, on craint deux choses. Quelque 36% estiment que la réforme avanta- gerait la situation des proprié- taires au détriment de celle des locataires, et 34% pensent, en outre, qu'elle nuirait au secteur de la construction, puisque les travaux de rénovation ne pour- ront plus être déduits fiscale- ment.

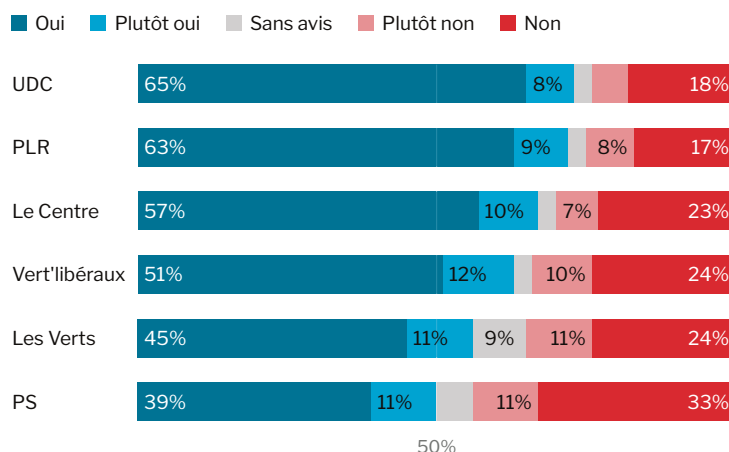
Ici, il faut préciser un point important: nous ne nous pro- noncerons pas directement sur la valeur locative, mais sur un arrê- té fédéral relatif à l'impôt im- mobilier cantonal sur les résidences secondaires.

Les deux projets étant liés, il faut que cette nouvelle

## 1er sondage Tamedia pour les votations du 28 septembre 2025

### Allez-vous voter pour l'arrêté fédéral relatif à l'impôt immobilier cantonal sur les résidences secondaires?

Résultats par couleur politique. Réponses en pour-cent.



Sondage réalisé du 6 au 7 août 2025 auprès de 21'279 personnes de toute la Suisse (dont 4776 Romands). Marge d'erreur maximale du sous-groupe: ±5 points de pourcentage.

Graphique: I. Caudullo; Source: sondage «20 minutes»/Tamedia en collaboration avec l'institut LeeWas

taxe sur les appartements et maisons de vacances soit acceptée pour que l'abolition de la valeur locative passe. Et inversement.

### L'identité électronique fait la course en tête

L'autre objet soumis en votation, c'est l'instauration d'une identi- té électronique. En mars 2021, le peuple avait balayé une pre-

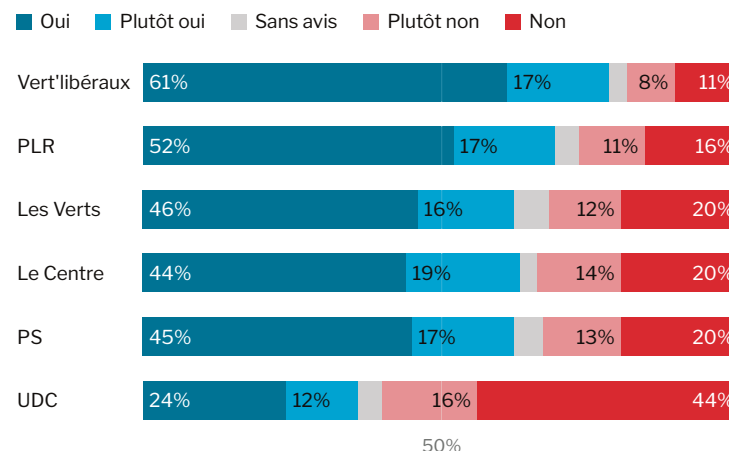
mière mouture. À l'époque, la principale critique était que sa mise sur pied était laissée aux privés.

Dans le nouveau projet, c'est l'État qui est aux manettes. Un changement de cap fondamen- tal qui porte ses fruits. L'objet ré- colte 56% de oui, contre 40% de non. Et à l'exception de celui de l'UDC, il est soutenu par l'électo- rat de tous les partis.

## 1er sondage Tamedia pour les votations du 28 septembre 2025

### Allez-vous voter pour la loi sur l'e-ID (identité électronique)?

Résultats par couleur politique. Réponses en pour-cent.



Sondage réalisé du 6 au 7 août 2025 auprès de 21'279 personnes de toute la Suisse (dont 4776 Romands). Marge d'erreur maximale du sous-groupe: ±5 points de pourcentage.

Graphique: I. Caudullo; Source: sondage «20 minutes»/Tamedia en collaboration avec l'institut LeeWas

Les arguments qui portent le plus sont les suivants: «L'e-ID fait gagner du temps et des efforts, car les utilisateurs n'ont plus besoin d'un identifiant séparé pour chaque service», qui est cité par 37%. Quelque 24% estiment aussi que «pour rester compétitive, la Suisse a besoin d'une e-ID performante et compatible au ni- veau international».

L'argument des opposants

est lié à la sécurité: 40% esti- ment qu'«une e-ID constitue une cible attrayante pour les cyberat- taques et le vol de données» et 24% mettent en avant le risque d'une «surveillance des citoyens par l'État».

Il reste six semaines de cam- pagne. D'ici là, tout peut encore bouger.

Florent Quiquerez